

Nucléaire : la fin de l'état de grâce

Les affrontements qui se sont déroulés autour du site de Golfech ont confirmé la rupture entre les antinucléaires et les socialistes, accusés d'avoir « trahi leurs engagements »



Un gendarme brûlé par un cocktail Molotov est évacué

AP

Golfech : le Larzac du nucléaire

CINQUANTE blessés, des voitures et des bâtiments incendiés, la région brutalement plongée dans l'obscurité : les affrontements qui ont eu lieu dimanche autour du site de la future centrale nucléaire de Golfech sont les plus graves qui aient eu lieu en France depuis le 10 mai. Pour empê-

cher les antinucléaires de pénétrer sur le chantier, les pouvoirs publics avaient mobilisé près de huit cents CRS et gendarmes mobiles. Un signe de plus, pour les écologistes, que rien décidément n'a changé sur le terrain du nucléaire. Ni les objectifs. Ni les méthodes utilisées pour répondre à la contestation.

Ces affrontements traduisent bien le désenchantement de ceux qui, après l'abandon de Plogoff, espéraient que le Parti socialiste — dont l'opposition au programme électronucléaire Giscard-Barre était certes nuancée — tiendrait, une fois au pouvoir, les engagements qu'il avait pris en ce domaine.

Après les incidents de Golfech, les militants les plus résolus se disent aujourd'hui prêts à intensifier la lutte et annoncent « le temps des attentats directs ». Le « dégel » des sites, en mettant fin à ces espoirs, pourrait en tout cas conduire le mouvement antinucléaire à radicaliser son action.

P.14

Le Matin de Paris 1.12.1981

élus. L'espoir, par
aussi, tenir ce qu
« déception », à
« trahison ». Bre
gistes se sentent a

Depuis quelque
vement antinuclé
L'un, pacifique,
radical, autour de
dre à l'occasion
par la coordinati
noncer leur div
changement ».

és par les gendarmes
armée vient d'être po

lui dire que s'il
centrale ici, il faut
démonte. Sinon,
qui la descendron
nous prenne pas

Nucléaire : la fin de l'état de grâce

Les affrontements qui se sont déroulés autour du site de Golfech ont confirmé la rupture entre les antinucléaires et les socialistes, accusés d'avoir « trahi leurs engagements »

Antinucléaires contre gendarmes mobiles. Tirs de grenades lacrymogènes contre jets de pierres et de cocktails Molotov. Cinquante blessés, dont un sous-officier de gendarmerie, brûlé au visage par un engin incendiaire. Onze interpellations. Pour rendre compte des heurts, des incidents auxquels a donné lieu dimanche la énième marche écologiste sur Golfech, on pourrait s'en tenir à ce bilan somme toute « classique ». Si ce n'est que, par leur ampleur, leur violence, ces affrontements, que décrit ci-dessous notre envoyé spécial, constituent la première épreuve de force véritable entre les antinucléaires et le pouvoir socialiste. Une sorte de fin d'« état de grâce » venant brutalement confirmer la rupture prévisible depuis le vote par le Parlement du programme électronucléaire pour 1982-1983.

Un vote qui a mis fin aux espoirs suscités par l'abandon du projet Plogoff et déjà entamés par le « gel », décidé en juillet, de cinq sites nucléaires seulement parmi les quatorze dont le programme socialiste prônait la mise entre parenthèses. Jusqu'au déroulement d'un « grand débat national », auquel seuls les parlementaires ont finalement été conviés et où l'on ne s'est guère étendu sur le chapitre de la sécurité.

Lancement de six nouvelles tranches nucléaires — au lieu des neuf prévues au programme Giscard-Barre. Maintien du projet d'extension de l'usine de retraitement de La Hague. Et finalement « dégel » des sites contestés de Cattenom, Chooz et Golfech, au terme d'une « consultation démocratique » limitée aux seuls

élus. L'espoir, parfois tenu, de voir les socialistes, là aussi, tenir ce qu'ils avaient promis a fait place à la « déception », à l'« écœurement », à un sentiment de « trahison ». Bref, pour parler plus crûment, les écologistes se sentent aujourd'hui « cocus ».

Depuis quelques semaines, les deux courants du mouvement antinucléaire sont en train de se cristalliser. L'un, pacifique, autour de La Hague. L'autre, plus radical, autour de Golfech. Où ils pourraient se rejoindre à l'occasion des « états généraux » annoncés hier par la coordination antinucléaire, et officiellement prononcer leur divorce d'avec le « gouvernement du changement ».

J.-G. G.

La sale nuit de Valence-d'Agen

CB 9 SM 74, c'est le numéro de la grenade au chlore qui a explosé sous ma voiture. Il était 19 h 30, dimanche, devant l'Old Bailey, à Valence-d'Agen. Un gendarme mobile s'est approché de la vitre, et a dit : « Qu'est-ce qu'il fout là, celui-là ? Casse-toi, gonze. Ça baigne. » Dans les rues avoisinantes, les gens couraient en tous sens, avec la peur aux trousses. La nuit, le froid, la fumée, les explosions. Sur le pas de sa porte, sous un déluge de grenades, un vieux riverain, hors de lui, hurlait : « Fumiers, conards, rentrez chez vous ! A l'heure qu'il est, vos femmes se font étriller ! » L'air râpait la gorge et faisait les yeux rouges.

Quelques instants plus tard, la ville entière était quadrillée de silhouettes sombres, jambes écartées, matraque au poignet. Le dispositif policier était en place. La stratégie était simple : chasser les antinucléaires de la ville. Une jeune femme pleurait, couchée sur le trottoir, avec son enfant à côté d'elle. Voilà plus de quatre heures que dureraient les affrontements ; d'abord au pied du site de Golfech, ensuite sur la nationale 113, hérissée de barricades, trois kilomètres d'un par-

cours du combattant : rails de sécurité arrachés, panneaux indicateurs empilés, pneus et épaves de voitures enflammés. Dans le lointain, un hangar brûlait, et toujours le tempo sourd et rythmé des explosions. Pendant ce temps, un groupe antinucléaire grimpa sur un pylône, sciait le cadenas de protection et déconnectait un interrupteur aérien à commande mécanique. Dans l'instant qui suivit, toutes les lumières s'éteignirent à Valence-d'Agen. La nuit artificielle, tous les assaillants sont gris. Résultat : vitres qui volent en éclats, cris et cocktails Molotov, y compris contre la gendarmerie. Bilan : un gendarme sérieusement brûlé. Ce sera le second blessé des forces de l'ordre. Le premier s'étant fait éclater une grenade offensive entre les doigts.

Aux sorties de la ville, des CRS inspectaient toutes les voitures et les ambulances de fortune mises en service par la Coordination antinucléaire. Les services d'urgence d'EDF attendaient, pour leur part, des renforts de CRS afin de rétablir le courant. La panne durera une heure quinze.

En contrebas de la cité, deux voitures se consumaient. Dans l'une d'elles, deux cada-

vres de bergers allemands calcinés (voir encadré). Et pendant ce temps, partout c'était rodéos et confusion, entre les sirènes des pompiers, les déflagrations et les cris des manifestants. A minuit, la population avait fermé ses volets sur une journée si particulière. Le dispositif policier restait cependant en place. En fait, il semble bien qu'au vu de cette cavalcade, les pouvoirs publics aient décidé, dimanche, de montrer leur potentiel et leur détermination à préserver l'enceinte de la future centrale nucléaire. Pour ce faire, ils n'avaient pas lésiné sur les moyens (voir encadré).

En face, les antinucléaires ne s'attendaient sans doute pas à une telle résistance, eux qui, en prélude à la marche, déclaraient : « Le gouvernement et le conseil régional ont bafoué la démocratie. Les socialistes nous ont trahis. Les élus se sont comportés comme des carpettes. Alors, n'hésitez pas cet après-midi à leur marcher dessus. » Bilan : une trentaine de blessés parmi les opposants.

Hier matin, Valence d'Agen s'est éveillée avec la gueule de bois. Matin gris et humide, après une nuit de fébrilité, sans doute la plus violente de son histoire. Une violence qui semble d'ailleurs s'être radicalisée de part et d'autre : plusieurs témoignages de manifestants affirment qu'un homme a tiré sur les forces de police avec un 22



Les antinucléaires sont refoulés par les gendarmes mobiles qui les empêchent d'accéder à la centrale. Une camionnette enflammée vient d'être poussée devant les forces de l'ordre

long rifle, tandis qu'à peu près à la même heure un commando d'une dizaine de personnes, pronucléaires celles-là, attaquaient des voitures à coups de haches et de gourdins.

« Tout ça, c'est le passé. Aujourd'hui, on a renvoyé nos cartes d'électeur à Mitterrand, conclut un militant de la coordination. Vous pouvez

lui dire que s'il monte une centrale ici, il faudra qu'il la démonte. Sinon, c'est nous qui la descendrons. Qu'on ne nous prenne pas pour des débiles, on a encore en mémoire les promesses qu'on nous avait faites. Et dites bien aussi à Mitterrand qu'on l'attend à la prochaine élection. » La commission est faite.

Jean-Paul Dubois

EDF : déjà 40 millions de dégâts

« TOUT cela est désolant, explique M. Baures, chargé des relations publiques à EDF. Il faut savoir que l'Etat n'est pas à notre service, et que nous sommes au service de l'Etat. On nous dit de faire du nucléaire, alors on en bâtit. Si, demain, nous recevons l'ordre de faire du solaire, nous ferons du solaire. Nous sommes un service public et, croyez-moi, nos agents sont tous traumatisés par ces événements. »

Par ailleurs, la direction d'EDF-Toulouse a chiffré les attentats dont elle avait été victime dans la région depuis un an : 4 milliards de centimes. Une somme équivalente à 200 km de câbles souterrains ou 1 000 km de réseau campagnard. « Une somme très lourde, à supporter par la collectivité », ajoute M. Baures.

«Le temps des attentats directs est arrivé»

« M AINTENANT, le temps des attentats directs est venu. C'est inévitable. Ils ne seront pas de notre fait, mais je pense, après ce qui s'est passé ce week-end, que la lutte symbolique est périmée. Nous entrons dans une phase de radicalisation », explique un membre de la Coordination antinucléaire de Golfech.

« La police dit-il, a brûlé des voitures. Elle a rasé notre Rotonde, et frappé indifféremment tout le monde. Nous avons assisté à des actes fascistes délibérés. Des grenades ont été lancées n'importe où,

n'importe comment et sur n'importe qui. On nous a fait payer très cher le succès de notre manifestation. »

La coordination a décidé hier de faire du site de Golfech le symbole national de la résistance au nucléaire, qu'il soit civil ou militaire, et d'y organiser « le plus tôt possible » des « états généraux » de la lutte antinucléaire en France.

Enfin, dans un tout autre domaine, les membres de la coordination ont accusé dimanche publiquement, mais sans les nommer, certains conseillers généraux d'avoir reçu des pots-de-vin pour soutenir le projet d'implantation de la centrale.

Des CRS mis en accusation

« N OUS avons des témoins qui affirment avoir vu des CRS mettre le feu à deux voitures d'antinucléaires en stationnement, et à l'intérieur desquelles étaient enfermés deux bergers allemands. Les voitures ont brûlé, et vous avez vu les cadavres des chiens calcinés. Ces véhicules étaient immatriculés dans les Pyrénées-Atlantiques. » L'homme qui parle est un membre de la coordination antinucléaire de Golfech. Il a décidé de mettre la SPA sur l'affaire.

Au commandement de la gendarmerie de Montauban, on déclare tout ignorer de cet incident. « C'est vrai, on m'a rapporté que, dans ce coin, des véhicules ont brûlé, mais notre boulot, que je sache, n'est pas d'enflammer des automobiles. On nous accuse aussi d'avoir incendié la Rotonde, l'enclave des antinucléaires sur le site. Je considère pour ma part tout ça comme des péripéties, et je puis vous affirmer que nous ne sommes pour rien dans ces événements. »

Pourtant, dimanche, le

site était entièrement bouclé par les forces de l'ordre, et nul ne pouvait y pénétrer.

Bien des journalistes peuvent l'attester. Alors, reste à savoir comment l'incendie des bâtiments des antinucléaires a pu se déclarer.

Par ailleurs, pour cette manifestation, les pouvoirs publics avaient engagé un potentiel de forces de police sans précédent dans la région : quatre compagnies de CRS, sept escadrons de gendarmerie, soit au total près de huit cents personnes.